

Votre agent général  
**M NICOLAS OLIVIER**

71000 MACON

 **03 85 38 36 55**

 **03 85 38 62 67**

 **AGENCE.PATRICKNICOLASMACON@AXA.FR**

**réinventons / notre métier**



Portefeuille : **71018144**

N° ORIAS :

Site ORIAS : **www.orias.fr**

SARL DUCLUT ET FILS  
315 ROUTE DE LIMEROL  
01570 FEILLENS FR

#### **Votre contrat**

Type d'assurance  
BATISSUR

#### **Vos références**

Contrat : **0000005581793104**

Client : **3175173704**

## **Vos conditions particulières**

Ce contrat est conclu entre :  
AXA France IARD SA

Et

**SARL DUCLUT ET FILS**

Ce contrat prend effet le **24/03/2017**.

Il s'agit d'un remplacement.

Adresse du souscripteur :

**SARL DUCLUT ET FILS  
315 ROUTE DE LIMEROL  
01570 FEILLENS FR  
SIREN/SIRET : 43884438300010**

**Déclarations**

Le souscripteur déclare :

**Qualité:**

- avoir la qualité d'entreprise de réalisation de travaux objets des activités déclarées et garanties ci-après,
- employer à la souscription un effectif total de **9** personne(s).

**Chiffres d'affaires :**

Un chiffre d'affaires total fiscal de 1 000 000 €  
Qui se répartit comme suit :

- |  |             |
|--|-------------|
| - Chiffre d'affaires H.T. 'travaux' réalisé dans le domaine du BTP | 1 000 000 € |
|--|-------------|

**Nature des travaux (en % du chiffre d'affaires) :**

- |   |      |
|---|------|
| - Rénovation / réhabilitation/entretien maintenance | 30 % |
| - Neuf  | 70 % |

**Sous-Traitance :**

- s'engager à donner en sous-traitance un maximum de **80%** de son chiffre d'affaires global,
- s'engager à ne faire appel qu'à des sous-traitants dûment assurés pour les conséquences de leur responsabilité civile y compris lorsqu'elle est engagée pour des dommages de la nature de ceux visés aux articles 1792 et suivants du code civil.

**Antécédents**

- exercer son activité depuis le **01/07/2001**
- avoir été assuré pour sa responsabilité civile décennale par contrat N° **5581793104** auprès de **AXA**
- qu'au cours des 5 dernières années il n'a pas été mis en cause dans plus de **00** sinistre(s)
- avoir été assuré pour sa responsabilité civile par contrat N° **5581793104** auprès de **AXA**
- qu'au cours des 5 dernières années il n'a pas été mis en cause dans plus de **00** sinistre(s)

**Activités souscrites**

Le présent contrat garantit la, ou les activité(s) suivante(s) :

**ACTIVITES SOUSCRITES** (selon les définitions de l'annexe n° 970544)

**Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment**

- INSTALLATIONS THERMIQUES DE GÉNIE CLIMATIQUE

Sauf \* :

- Installation de capteurs à énergie solaire thermique > 30 m2

- Installations de froid industriel
- Maintenance, réparation et entretien d'installations non réalisées par le prestataire dans des locaux > 15000 m2
- Installations thermiques d'une pression supérieure à 10 bars ou d'une température supérieure à 130 °C (notamment réseaux primaires de chauffage urbain)
- Chauffe-eau d'une puissance supérieure à 70KW

- INSTALLATIONS D'AÉRAULIQUE ET DE CONDITIONNEMENT D'AIR

Sauf \* :

- Maintenance, réparation et entretien d'installations non réalisées par le prestataire dans des locaux > 15 000 m2
- Installations de froid industriel,
- Climatisation de salles propres

- ELECTRICITÉ

Sauf \* :

- Installations Haute Tension B
- Installation électrique de process industriel
- Détection et/ou protection contre l'incendie d'une valeur unitaire > 15 k€ HT
- Détection et/ou protection contre le vol, l'intrusion d'une valeur unitaire > 15 K€ HT

- GÉOTHERMIE

Sauf \* :

- Réalisation de l'installation de captage vertical
- forage

(\*) : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique.

Activités « travaux » réalisées dans le domaine des travaux publics

- ELECTRICITÉ ET TÉLÉCOMMUNICATION

Sauf \* :

- Tous travaux sur réseaux HTA ou HTB
- Traction Electrique
- Signalisation routière, ferroviaire et aéroportuaire

- Mise en œuvre de réseaux par technique de forage dirigé et fonçage

(\*) : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique.

#### Champ d'application

Le présent contrat a pour objet de garantir l'assuré :

#### POUR LES INTERVENTIONS SUR DES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE :

Lorsqu'il participe à une opération de construction soumise à l'obligation d'assurance dont le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000 d'euros HT** (ce montant étant porté à **40 000 000 d'euros** si l'assuré bénéficie d'un CCRD - Contrat Collectif Responsabilité Décennale).

**Dispositions spécifiques : lorsqu'elle est souscrite, la garantie participation à un groupement momentané d'entreprises, en cas de solidarité contractuelle, s'applique exclusivement**, pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, aux opérations dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000 d'euros HT**.

Au-delà de ces montants, nous vous invitons à prendre contact avec votre interlocuteur habituel.

**Obligations de déclaration : Tout chantier dont le coût total prévisionnel HT, déclaré par le maître d'ouvrage est supérieur à 15 000 000 d'euros doit nous être déclaré.**

A défaut de déclaration, il sera fait application :

**1-En l'absence de contrat collectif souscrit au bénéfice de l'assuré, répondant aux conditions de garantie décrites au paragraphe (A) ci-dessous, de la règle proportionnelle de capitaux telle que visée à l'art L121-5 du code des assurances lorsque, au titre de l'article 2.10 des conditions générales, la responsabilité civile décennale de l'assuré sera engagée,**

**2-Dispositions spécifiques : Dans tous les cas d'interventions dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, au titre de la solidarité contractuelle, d'une non assurance,**

**3-Dans tous les autres cas, notamment lorsque l'assuré intervient en qualité de sous-traitant, de la règle proportionnelle de primes telle que visée à l'art L113-9 du code des assurances (sauf dérogation ci-dessous (A) ci-dessous).**

(A) Par dérogation et pour les seuls chantiers dont le montant prévisionnel déclaré par le maître d'ouvrage se situe entre **15 000 000 d'euros** et **40 000 000 d'euros HT**, les garanties du présent contrat sont susceptibles de s'appliquer pour autant que vous puissiez justifier lors d'un sinistre :

1-que vous êtes bénéficiaire dudit CCRD en qualité d'assuré lorsque vous êtes locateur d'ouvrage ou sous-traitant ou que vous bénéficiez d'une renonciation à recours à votre encontre et la nôtre, et ce, uniquement lorsque vous intervenez en qualité de sous-traitant



2-Et, que les montants de garantie demandés par l'assureur du CCRD ne sont pas supérieurs à ceux précisés dans le paragraphe ci-dessous.

**Fonctionnement de votre contrat en présence d'un CCRD pour un chantier de plus de 15 millions d'euros HT soumis à l'obligation d'assurance:**

Lorsqu'un Contrat Collectif Responsabilité Décennale est souscrit pour votre compte, pour un chantier, soumis à l'obligation d'assurance, dont le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, est supérieur à 15 millions d'euros HT, sans que le coût définitif ne puisse excéder de 10 % ce montant, le montant de la garantie décennale obligatoire accordé par sinistre par le présent contrat pour l'opération de construction concernée, s'élève à :

-10 millions d'euros pour les interventions de l'assuré en qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant au titre d'un marché de travaux portant sur un lot structure ou un lot gros oeuvre, lorsque ces activités ont été déclarées à l'assureur et sont garanties au titre du présent contrat

-6 millions d'euros pour les interventions de l'assuré en qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant au titre pour un marché autre que structure et gros oeuvre, lorsque ces activités ont été déclarées à l'assureur et sont garanties au titre du présent contrat

Ce montant correspond au seuil de déclenchement du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

**POUR LES INTERVENTIONS SUR DES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE :**

Lorsqu'il intervient, sur des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance, dès lors que le montant définitif de ses marchés n'excède pas 6 000 000 euros HT.

**Dispositions spécifiques :** lorsqu'elle est souscrite, la garantie participation à un groupement momentané d'entreprises, en cas de solidarité contractuelle, s'applique exclusivement, pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance, aux marchés du groupement dont le montant définitif HT n'excède pas 6 000 000 d'euros HT.

**Obligation de déclaration :** Chacun de vos marchés dont le montant définitif HT est supérieur à 6 000 000 euros doit nous être déclaré.

A défaut de déclaration, il sera fait application :

1-de la règle proportionnelle de primes telle que visée à l'article L113-9 du code des assurances

2- Dispositions spécifiques : Dans tous les cas d'interventions dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, au titre de la solidarité contractuelle, d'une non assurance.

Au-delà de ces montants, nous vous invitons à prendre contact avec votre interlocuteur habituel.

## Montants des garanties et franchises

Garanties	Montant de la garantie	Montant de la franchise par sinistre
DOMMAGES AFFECTANT LES OUVRAGES ET TRAVAUX		
Dommages en cours de chantier		
<ul style="list-style-type: none"><li>● Effondrement des ouvrages</li><li>● Autres dommages matériels aux ouvrages</li><li>● Dommages matériels aux matériaux sur chantier</li><li>● Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires</li><li>● Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle</li></ul>	1 500 000 €  par sinistre pour l'ensemble des garanties souscrites	1 250 €
● Catastrophes naturelles		Franchise légale <sup>(2)</sup>
● Vol et tentative de vol de matériaux incorporés à l'ouvrage	200 000 €  par sinistre	2 500 €
Dommages de nature décennale		
● Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire	A hauteur du coût des réparations <sup>(1)</sup>	1 250 €
● Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale	10 000 000 € par sinistre	1 250 €
● Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas atteinte à la solidité	3 000 000 € par sinistre	1 250 €
Garanties complémentaires après réception		
<ul style="list-style-type: none"><li>● Garantie de bon fonctionnement</li><li>● Responsabilité pour dommages matériels aux existants</li><li>● Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire</li><li>● Responsabilité pour dommages matériels aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement d'ouvrage</li></ul>	2 000 000 €  par sinistre pour l'ensemble des garanties souscrites	1 250 €
● Responsabilité pour non-conformités à la RT2012		2 500 €
Dommages immatériels consécutifs pour les garanties "Après réception de l'ouvrage ou des travaux"		
● Dommages immatériels consécutifs	1 000 000 € par sinistre	1 250 €

Garanties	Montant de la garantie	Montant de la franchise par sinistre
RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ENTREPRISE		
Responsabilité Civile de base et ses garanties complémentaires		
•Tous dommages matériels et corporels	10 000 000 € par sinistre	1 250 €
- Dont Dommages matériels	3 000 000 € par sinistre	
- Dont Dommages de pollution	750 000 € par sinistre et 750 000 € par année	
- Dont Faute inexcusable	1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par année	
•Défense recours	20 000 € par litige	
Extensions spécifiques RC		
•Frais financiers en cas de référé-provision	Mêmes montants et sous limitations que ceux applicables à la RC de l'entreprise	1 250 €
•Mise en conformité des ouvrages avec les règles de l'urbanisme et erreur d'implantation		
•Mission de pilotage / mandataire commun, hors conséquences de la solidarité		
•Négoce et vente de matériaux (Garantie non souscrite)		
•Membre d'un groupement solidaire et/ou mandataire solidaire, pour tous dommages matériels (Garantie non souscrite)	Garantie non souscrite	
Dommages Immatériels consécutifs ou non consécutifs, à la "Responsabilité civile de l'entreprise" <sup>(3)</sup>		
•Dommages immatériels avant ou après réception	1 000 000 € par sinistre	1 250 €
PROTECTION JURIDIQUE		
•Protection juridique	voir annexe spécifique	

<sup>(1)</sup> sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat Collectif de responsabilité décennale (CCRD)

<sup>(2)</sup> La franchise applicable par sinistre à la garantie de l'article 2.6 des Conditions Générales est égale au montant fixé par la loi et ses textes subséquents sur les catastrophes naturelles. Toutefois, il sera appliqué la franchise prévue au tableau précédent, si celle-ci est supérieure à ce montant.

<sup>(3)</sup> Ces montants ne se cumulent pas avec ceux des dommages immatériels consécutifs après réception de l'ouvrage ou des travaux.



Les montants de garanties et franchises sont indexés selon l'indice BT01, conformément aux articles 4.3.4 et 4.4.2 des conditions générales, et seront revalorisés au 1er juillet de chaque année.  
La valeur de l'indice au 01/07/2016 est 86570.

---

## Cotisation

### Cotisation provisionnelle

La cotisation annuelle provisionnelle est fixée à la souscription à **4 570,40** euros (frais et taxes d'assurances en sus), soit **5 099,30** euros toutes taxes comprises.

Pour la période du **24/03/2017** au **01/07/2017**, il est perçu une cotisation au comptant de **585,75** euros hors taxes, soit **696,39** euros toutes taxes comprises.

### Ajustement de la cotisation

Cette cotisation provisionnelle annuelle, ou ses parties en cas de fractionnement, sera égale à **100,00** % de la dernière cotisation annuelle définitive connue avant l'échéance concernée.

### Cotisation annuelle définitive

Conformément aux dispositions de l'article 7.20 des Conditions Générales, la cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance à raison de :

**0,288 % Chiffre d'affaires H.T. déclaré à l'administration fiscale**

### Protection juridique

**0,020 % Chiffre d'affaires H.T. déclaré à l'administration fiscale**

Taxes et cat .Nat en sus

Le montant de la cotisation annuelle TTC perçu au titre de la garantie Protection Juridique s'élève à 226,80 euros.

Dans le cas où la cotisation annuelle provisionnelle excède la cotisation annuelle définitive, il sera procédé à un remboursement du trop perçu dans la limite de **100** % de la cotisation, sans déroger à la cotisation minimale.

### Cotisation minimale

La cotisation annuelle minimale est fixée à **2464** euros, frais et taxes en sus.

---

## Conventions générales



### Fractionnement

L'assuré étant admis à payer ses cotisations par semestre, il est précisé que cette faculté n'implique pas dérogation aux conditions générales et qu'en conséquence tout retard dans le paiement d'une des fractions ou la résiliation anticipée du contrat entraînerait de plein droit l'exigibilité immédiate du total de la cotisation

### Indexation

La valeur de l'indice à la souscription est fixée à **87820**.

### Echéance

Il est rappelé que l'échéance principale du contrat est fixée au 01. 01 de chaque année.

### Durée du contrat

Ce contrat est souscrit pour la période courant du **24/03/2017** jusqu'à la date d'échéance principale. Il est reconduit tacitement d'année en année dans les cas et conditions prévus aux conditions générales, avec un préavis de 2 mois.

**LE PRESENT CONTRAT EST ETABLI SUR LA BASE DES DECLARATIONS DE L'ASSURE ET POURRA LE CAS ECHEANT ETRE REVISE EN CAS DE MODIFICATION DU RISQUE.**

**Ces conditions particulières jointes aux Conditions Générales n° 970639 A, à l'annexe Protection Juridique N°970774 et à l'annexe des activités 970544, dont le souscripteur reconnaît avoir reçu les exemplaires, constituent avec le formulaire de déclaration de risque signé, le contrat d'assurances.**

Pour obtenir des informations sur vos garanties Protection Juridique, vous pouvez contacter votre assureur sur simple appel téléphonique du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de 9h30 à 19h30 au numéro suivant : 01 30 09 98 83.

**Le souscripteur reconnaît avoir pris connaissance avant la souscription des conditions de garantie et des exclusions via la remise des documents d'information précontractuelle dont les Conditions Générales du présent contrat.**

### Informatique et Libertés :

Je reconnais avoir été informé(e) conformément à l'Article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée :

- Du caractère obligatoire des réponses aux questions posées ci-dessus ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou fausse déclaration prévues aux Articles L 113-8 (nullité du contrat) et L 113-9 (réduction des indemnités) du Code des Assurances
- Que les destinataires des données personnelles me concernant pourront être d'une part, les collaborateurs de l'assureur responsable du traitement et, d'autre part, ses intermédiaires, réassureurs, organismes professionnels habilités ainsi que les sous-traitants, missionnés tant en France que dans des pays situés hors de l'Union Européenne
- Que la finalité du traitement est la souscription, la gestion (y compris commerciale) et l'exécution du contrat d'assurance mais que mes données pourront également être utilisées dans la mesure où elles seraient nécessaires:
  - o A la gestion et à l'exécution des autres contrats souscrits auprès de l'assureur ou auprès des autres sociétés du Groupe auquel il appartient
  - o Dans le cadre de traitements mis en œuvre par l'Assureur dont l'objet est la recherche et le développement pour améliorer la qualité ou la pertinence de ses futurs produits d'assurance et offres de services
- Que les données recueillies par l'assureur peuvent être utilisées par le Groupe AXA à des fins de prospection commerciale auxquelles je peux m'opposer en cochant la **case ci-contre** ☐
- Que, en sa qualité d'assureur, il est fondé à effectuer des traitements de données relatives aux infractions, condamnations et mesures de sûreté soit au moment de la souscription du contrat d'assurance, soit au cours de son exécution ou dans le cadre de la

gestion de contentieux conformément à l'autorisation unique donnée par la CNIL en date du 23 Janvier 2014.

- Que, en sa qualité d'organisme financier, l'assureur est soumis aux obligations légales issues principalement du Code Monétaire et Financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme et, que à ce titre, il met en œuvre un traitement de surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon ou à une mesure de gel des avoirs conformément à l'autorisation unique donnée par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) le 16 Juin 2011.

- Que mes données personnelles pourront également être utilisées dans le cadre d'un traitement de lutte contre la fraude à l'assurance que la CNIL a autorisé l'assureur à mettre en œuvre conformément à l'autorisation unique en date du 17 Juillet 2014 ; ce traitement pouvant conduire, le cas échéant, à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

- Que je dispose d'un droit d'accès et de rectification auprès d'AXA, Service Information Clients, 313 Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex pour toute information me concernant

Des garanties sont prises par Axa pour assurer un bon niveau de protection des données à caractère personnel. En me rendant sur le site Axa.fr à la rubrique «données personnelles», je trouverai plus de détails sur la finalité de ces accessibilités aux données, les pays de localisation des destinataires et sur les garanties de sécurité prises.

Je peux également demander une communication de ces renseignements par voie postale en m'adressant à « Axa – Service Information Client – 313 Terrasses de l'Arche – 92727 Nanterre Cedex ».

**Sont nuls tous renvois, adjonctions ou modifications non approuvés par le siège de l'assureur.**

Fait à Nanterre en triple exemplaire,

le 19 avril 2017,

LE SOUSCRIPTEUR

L'AGENT GENERAL PAR DELEGATION

